



Assemblée générale

Distr. générale
18 février 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 146 et 150 de l'ordre du jour

Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations
Unies

Activités du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de paix au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Résumé

Soumis conformément aux résolutions [48/218 B](#) [par. 5 e)], [54/244](#) (par. 4 et 5), [59/272](#) (par. 1 à 3), [64/263](#) (par. 1) et [69/253](#) (par. 1) de l'Assemblée générale, le présent rapport porte sur les activités du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de paix au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

En 2021, le Bureau a établi 313 rapports sur les opérations de maintien de la paix, qui comportaient 544 recommandations portant sur des risques notables, mais aucune n'était considérée comme étant critique pour la sûreté et la sécurité, les opérations, les finances ou la réputation des missions. Pour le rapport sur les activités menées par le Bureau entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 dans des domaines autres que les opérations de maintien de la paix, voir les documents [A/76/281 \(Part I\)](#) et [A/76/281 \(Part I\)/Add.1](#).



I. Introduction

1. Par sa résolution 48/218 B, l'Assemblée générale a créé le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) pour renforcer le contrôle dans l'Organisation. Agissant de manière autonome, le Bureau aide le Secrétaire général à s'acquitter de ses responsabilités en matière de contrôle interne des ressources et du personnel de l'ONU en fournissant des services d'audit interne, d'évaluation et d'investigation.
2. On trouvera dans le présent rapport un aperçu des activités du BSCI relatives aux opérations de paix, y compris toutes les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales et de consolidation de la paix, ainsi que les entités du Siège qui les appuient directement, à savoir le Département des opérations de paix, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel, pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 69/253, la liste des rapports d'audit et d'évaluation publiés pendant cette période se trouve sur le site Web du BSCI (<https://oios.un.org/fr>).
3. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, le BSCI a publié 313 rapports relatifs aux opérations de paix.

II. Tendances générales et problèmes stratégiques concernant le contrôle interne dans l'Organisation

Priorités

4. Le BSCI fait des recommandations qui visent à renforcer la gestion des risques, la gouvernance et les activités des opérations de paix et des entités qui leur apportent leur concours. En 2021, il a donné la priorité à quatre domaines dans son plan de travail : a) la mise en œuvre des réformes du Secrétariat ; b) la culture institutionnelle ; c) les achats et la chaîne d'approvisionnement ; d) les missions en transition.

Tendances générales et problèmes

5. La Division de l'audit interne a retenu la gestion des risques institutionnels, la délégation de pouvoirs et les systèmes de gestion de l'information du Secrétariat et de ses entités dans son plan de travail axé sur les risques. Le renforcement de ces systèmes intervenu ces dernières années permet à la Division de se concentrer davantage sur les domaines ayant un risque résiduel plus élevé et de contribuer à mieux faire respecter les politiques aux fins de l'obtention des résultats prescrits.
6. Pour la première fois en 2021, la Division de l'inspection et de l'évaluation a couvert 15 opérations de paix dans le rapport biennal sur le renforcement du rôle de l'évaluation (A/76/69) et évalué de manière approfondie la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Cela aidera la Division à soutenir la gestion axée sur les résultats dans les opérations de paix puisque l'évaluation sera renforcée.
7. En 2021, le BSCI a eu besoin de 12,8 mois en moyenne pour mener à bien ses enquêtes, contre 10,6 mois en 2020. Toutefois, à la fin de 2021, les affaires étaient

ouvertes depuis 8 mois en moyenne, soit la durée moyenne la plus courte constatée en fin d'année depuis quelques années (10 % de moins qu'en 2019 et 13 % de moins qu'en 2020). Dans la mesure du possible, la Division continuera de donner la priorité aux affaires plus anciennes et utilisera les données au mieux pour réduire la durée des enquêtes.

III. Coopération et coordination

8. Au cours de la période, l'administration et le personnel des entités concernées par les activités de contrôle ont coopéré avec le BSCI de façon satisfaisante.

9. Le BSCI a coordonné ses activités avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection de sorte que chacun puisse tirer parti des effets de synergie et exécuter son mandat plus efficacement.

10. Le BSCI a également fait part de ses connaissances en matière de stratégies et de méthodes de contrôle à d'autres mécanismes de contrôle interne du système des Nations Unies à l'occasion des réunions des représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies, des représentants des services d'enquête du système des Nations Unies et du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation.

IV. Obstacles aux activités du Bureau

11. Pendant la période considérée, aucun obstacle n'a indûment limité la marge de manœuvre ou l'indépendance du Bureau.

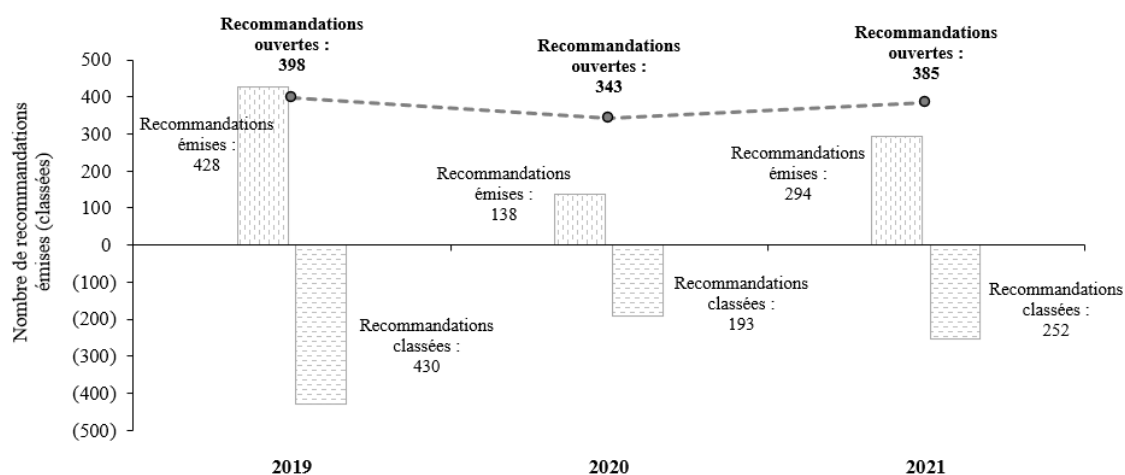
V. Analyse des tendances concernant les recommandations

12. Le BSCI a publié 74 rapports d'audit interne et d'évaluation dans lesquels il a formulé 294 recommandations relatives aux opérations de paix. Toutes les recommandations ont été acceptées par la direction. Au total, 252 recommandations ont été considérées comme mises en œuvre au cours de 2021, soit une augmentation par rapport à 2020 (voir fig. I).

Figure I

Recommandations d'audit et d'évaluation des opérations de paix émises, classées ou encore ouvertes (2019-2021)

(Nombre de recommandations)

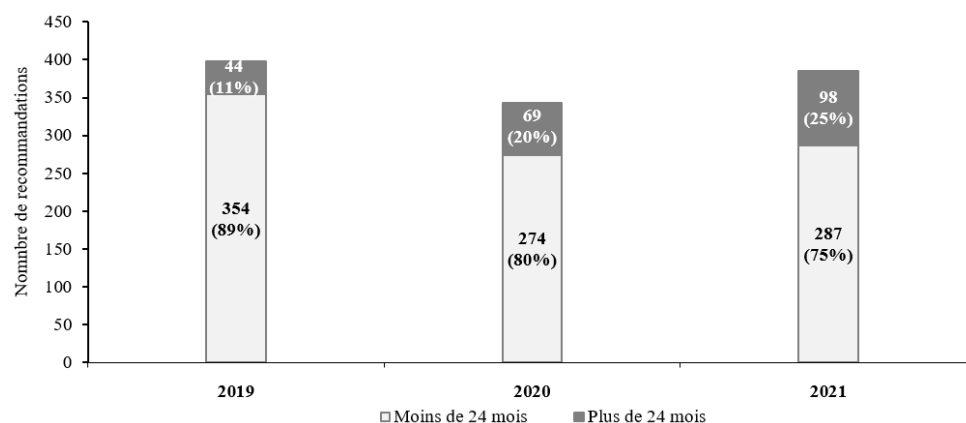


13. Au total, 98 (25 %) des 385 recommandations qui n'avaient pas encore été appliquées à la fin de 2021 avaient été émises depuis plus de 24 mois (voir fig. II). Le BSCI continuera de collaborer étroitement avec la direction pour remédier aux problèmes concernant la lenteur avec laquelle les recommandations sont appliquées, lenteur en partie imputable à la pandémie et aux changements de priorités auxquels les dirigeants des missions ont dû procéder à cette occasion.

Figure II

Ancienneté moyenne des recommandations d'audit et d'évaluation en cours d'application (2019-2021)

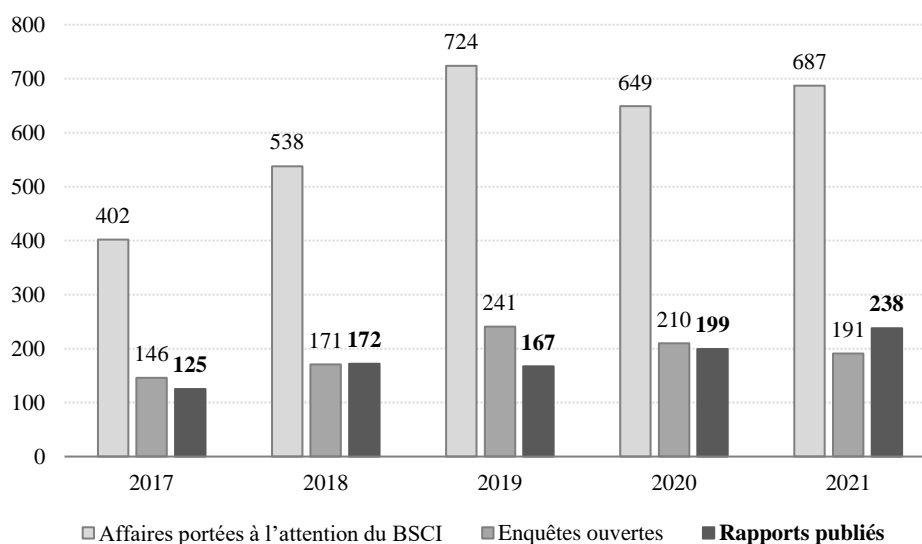
(Nombre de recommandations datant de moins de 24 mois et de plus de 24 mois)



14. En 2021, le BSCI a publié 238 rapports d'enquête et mémorandums de clôture liés aux opérations de paix, soit une augmentation constante depuis 2017 (voir fig. III).

Figure III

Affaires portées à l'attention du BSCI, enquêtes ouvertes et rapports publiés (2017-2021)



VI. Résumé des activités de contrôle et des résultats obtenus

A. Principaux résultats obtenus dans les domaines prioritaires et les domaines thématiques

Action menée face à la maladie à coronavirus

15. La Division de l'audit interne a mené des missions de conseil portant sur l'action menée par certaines missions face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Elle a constaté que la plupart des missions s'étaient dotées de systèmes adéquats pour gérer l'urgence et qu'elles avaient profité de l'occasion pour renforcer et mieux décrire les procédures de gestion des risques liés aux urgences.

Culture institutionnelle

16. La Division de l'inspection et de l'évaluation s'est intéressée à la culture institutionnelle dans 14 opérations de maintien de la paix (IED-21-006). L'évaluation a révélé que l'idée que le personnel avait de la culture institutionnelle variait en fonction de la composante de la mission, du sexe, de la classe du personnel et du lieu d'affectation, le personnel en tenue ayant une opinion plus positive que le personnel civil. Parmi le personnel civil recruté sur le plan international, les femmes étaient les moins satisfaites. Il importe d'apporter des améliorations pour que la culture institutionnelle soutienne mieux le fonctionnement des missions de maintien de la paix et cadre davantage avec les normes rigoureuses de l'Organisation. Les 11 recommandations qui ont été émises sont en cours d'application.

17. La Division de l'inspection et de l'évaluation a inclus cinq opérations de maintien de la paix dans son évaluation des activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles perpétrées par des membres du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou du personnel apparenté et à apporter un soutien aux victimes (A/75/820). Les 14 recommandations qui ont été émises sont en cours d'application.

18. L'audit thématique consacré par la Division de l'audit interne aux activités relatives à la déontologie et à la discipline menées par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) (2021/070), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) (2021/055) et la MINUSCA (2022/001) a porté sur la stratégie à trois volets retenue par l'ONU pour lutter contre les fautes professionnelles, à savoir a) la prévention b) les normes de conduite et c) les mesures correctives :

a) les trois missions ont promu des valeurs et des attentes communes en matière de conduite au moyen d'activités de sensibilisation et de formation, mais les taux d'achèvement des formations obligatoires portant notamment sur l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que sur la déontologie et l'intégrité ont été faibles à la MINUSS (55 %) et à la MINUSCA (37 %). La MINUSS s'est dotée d'une procédure complète de gestion des risques pour prévenir les manquements. La MINUSMA a procédé à des visites d'évaluation des risques de conduite répréhensible dans ses différents sites, mais n'a pas recensé les risques de manière adéquate ni pris des mesures d'atténuation, en partie en raison de contraintes liées au personnel et à la sécurité. La MINUSCA n'a pas mis à jour son inventaire des risques de faute et ne s'est pas rendue dans quatre bases où des allégations de faute grave avaient été signalées. Aucune des missions n'avait mené d'activités concernant la qualité de vie et les loisirs, laissant ainsi échapper une occasion majeure de prévenir les fautes en améliorant le moral et la discipline ;

b) les trois missions disposaient de mécanismes adéquats pour signaler les fautes, y compris de mécanismes permettant à la population de signaler des actes répréhensibles ; cependant, il convenait que la MINUSMA et la MINUSCA améliorent l'enregistrement des allégations dans le système de suivi des fautes et évaluent les allégations comme il se devait dans les meilleurs délais. Il fallait que les trois missions arrivent à gagner la confiance du personnel et à le convaincre que les actes répréhensibles ne resteraient pas impunis ;

c) les trois missions ont mené des activités adéquates de sensibilisation auprès de la population et collaboré activement avec les équipes de pays des Nations Unies à la mise en place de mécanismes d'assistance aux victimes.

19. La Division des investigations a continué de donner la priorité aux enquêtes relatives à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et au harcèlement sexuel. Au total, 65 des 191 enquêtes ouvertes par le BSCI en 2021 concernaient des signalements d'exploitation et d'atteintes sexuelles et 29 des signalements de harcèlement sexuel.

20. La Division des investigations a continué de participer aux travaux du groupe de travail de la Coordonnatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et de l'Équipe spéciale du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination chargée de la question de la lutte contre le harcèlement sexuel dans les entités des Nations Unies.

21. La Division des investigations a également animé des formations en ligne et en présentiel, par elle-même, mais aussi en coordination avec d'autres bureaux ; en particulier, elle a organisé une formation de validation des enquêteurs nationaux à l'intention de participants et participantes de deux États Membres, deux sessions de formation sur les procédures d'enquête et les signalements auxquelles ont participé 44 personnes désignées par sept opérations de paix, trois bureaux de coordonnateurs et coordonnatrices régionaux et sept fonds et programmes, une formation à la communication relative à l'exploitation et aux atteintes sexuelles à l'intention de cinq opérations de paix, des sessions d'initiation destinées à la MINUSMA, à la MONUSCO et à la MINUSS et une session de renforcement des capacités de la police des Nations Unies concernant la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles à la MONUSCO. Elle a mis au point la partie consacrée à la gestion des affaires et aux enquêtes dans la formation « Connect » proposée par la Division du droit administratif du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

22. À la suite du lancement par le Secrétaire général, en 2020, d'une réflexion menée dans tout le système sous la direction de l'Équipe spéciale pour l'éradication du racisme et la promotion de la dignité de toutes et tous à l'ONU, le pourcentage de signalements des cas de discrimination raciale auprès du BSCI a plus que doublé, passant de 7 cas dans les opérations de paix en 2019 à 16 cas en 2021.

Affaires politiques

23. L'évaluation des composantes Affaires politiques de cinq missions de maintien de la paix (IED-21-015) a révélé que les spécialistes des questions politiques avaient des réseaux politiques étendus et de vastes connaissances politiques et produisaient des analyses politiques opportunes et de bonne qualité, contribuant ainsi de manière efficace aux missions de bons offices menées par les hauts responsables des missions au nom du Secrétaire général. Le dialogue politique a aidé à réduire les tensions et les accords de paix ont contribué à atténuer les conflits dans la zone de la MINUSCA et de la MINUSMA, et dans une moindre mesure dans celle de la MINUSS et de la MONUSCO. Cependant, l'usage que les missions faisaient des médias sociaux pour plaider en faveur de la paix n'était pas suffisamment clair, et les structures et

procédures des missions n'ont pas toujours facilité l'obtention de résultats politiques. Les trois recommandations concernant les missions et celle s'adressant au Département des opérations de paix sont en cours d'application.

Renforcement du rôle de l'évaluation

24. Le rapport sur le renforcement du rôle de l'évaluation ([A/76/69](#)) a permis de faire le point sur l'état de l'évaluation dans 15 entités de maintien de la paix en 2018-2019. Quatorze entités n'avaient ni politiques, ni plans, ni procédures d'évaluation et ont produit peu de rapports ; une seule était dotée d'un groupe de l'évaluation et d'une politique d'évaluation. La qualité des rapports d'évaluation établis par les entités de maintien de la paix était bonne, mais il y avait des lacunes en ce qui concernait la prise en compte des questions de genre et des droits humains. Les ressources consacrées au suivi et à l'évaluation étaient très modestes (0,01 % du budget total du programme) par rapport au seuil de référence minimal (0,5 %). Les ressources financières consacrées à l'évaluation étaient insuffisantes ; il en était de même pour les capacités d'évaluation, et les missions ne voyaient pas suffisamment l'intérêt et la nécessité des évaluations.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement et achats

25. L'audit complet de la planification de la demande et de l'approvisionnement dans les opérations de paix (mené dans le prolongement de la résolution [72/266](#) B de l'Assemblée générale) a porté sur les activités de la MINUSCA (2021/007), de la MINUSMA (2021/010), de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) (2021/036), de la MINUSS (2021/068), de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) (2021/028), de l'UNFICYP (2021/024), du Département de l'appui opérationnel et du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ([A/76/595](#)). Les audits ont montré que les missions avaient progressé en ce qui concernait l'établissement de plans de gestion de la demande, qui aident le Département de l'appui opérationnel à avoir une idée plus précise des besoins des missions en biens et services. Toutefois, les plans n'étaient : a) ni suffisamment réalistes pour servir de base aux projets de budget ; b) ni suffisamment détaillés pour être utilisés efficacement aux fins de la planification des acquisitions et des livraisons ainsi que de la gestion par catégorie. Le nombre élevé d'achats effectués en fin d'exercice et la sous-utilisation des possibilités d'approvisionnement en interne et des contrats-cadres indiquaient que les progrès étaient encore insuffisants.

26. L'audit de la gestion d'un ensemble d'activités de passation de marchés à la MINUSCA (2021/017) a montré que le taux élevé de renouvellement des responsables de la Section des achats nuisait à la planification des activités, à la gestion des risques et à la tenue des dossiers. La MINUSCA ne s'était pas dotée d'indicateurs de performance adéquats pour suivre et améliorer l'efficacité et l'efficacé des activités de passation de marchés. Par exemple, elle avait fréquemment privilégié les modalités lui permettant de procéder directement à des achats de faible valeur, y compris pour des biens et services de nature récurrente, au lieu de lancer des appels à la concurrence.

27. L'audit de la gestion centralisée des stocks à la FINUL (2021/081) a montré que la Force avait amélioré les contrôles concernant la réception et l'inspection du matériel et ceux portant sur la distribution d'articles en stock et pris des mesures pour mieux faire coïncider ses effectifs avec la charge de travail prévue. Comme suite au passage à la gestion centralisée des stocks, l'effectif a été réduit de sept personnes, mais les stocks n'ont pas été regroupés et le nombre d'emplacements servant à l'entreposage n'a pas été réduit. Le surstockage était également un problème, malgré

les outils dont la FINUL était dotée pour surveiller et analyser les stocks : au 30 juin 2021, 13 000 articles d'une valeur de 3,5 millions de dollars étaient considérés comme des stocks dormants.

28. L'audit de la gestion centralisée des entrepôts de la MINUSS (2021/059) a révélé que la Mission avait amélioré ses installations de stockage et renforcé les mesures de sécurité, mais qu'elle devait prendre des mesures pour mieux protéger les articles stockés dans des conteneurs contre les dégâts des eaux et réduire le risque de vol. Le surstockage était problématique : environ 45 % des stocks, évalués à 25 millions de dollars, étaient des stocks dormants, ce qui entraînait des frais généraux d'entreposage inutiles et un risque accru d'obsolescence.

Retrait et liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

29. La Division de l'audit interne a publié six rapports et deux mémorandums sur les activités de retrait et de liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). La MINUAD a mis en place des groupes de travail chargé des activités administratives liées au retrait des effectifs et des moyens et a également donné suite rapidement aux recommandations d'audit du BSCI.

30. Les audits relatifs à la vérification et à la comptabilisation en pertes du matériel (2021/009) et à la cession des biens (2021/016) ont permis de constater qu'à l'issue de l'audit mené par le BSCI en 2018, la MINUAD avait réduit ses stocks et en avait amélioré la gestion. Néanmoins, il fallait mieux tenir les dossiers concernant les vérifications physiques, dont le nombre était élevé, et il convenait de procéder à une vérification complète pour déterminer l'état et l'emplacement du matériel.

31. L'audit du plan de liquidation (2021/47) a permis de conclure que le plan de la MINUAD était adéquat. L'audit de la fermeture et du transfert des bases d'opérations à des tiers (2021/025) a permis de constater que des procédures de transfert étaient en place et que des analyses coûts-avantages avaient été faites pour déterminer le matériel pouvant être donné ou récupéré. Cependant, il n'y avait pas de document confirmant que les utilisateurs finaux civils auxquels les bases et le matériel seraient transférés disposaient des capacités, des moyens financiers et du soutien des autorités et de la population dont ils auraient besoin pour pouvoir utiliser durablement les sites et les biens.

Gestion des données

32. L'audit des services de type cloud au Secrétariat (2021/040) a révélé que le Secrétariat n'avait pas pleinement tiré parti des avantages envisagés. Il n'y avait pas de dispositif de gouvernance permettant de guider et de suivre les économies d'échelle, l'évolutivité, la disponibilité et la sécurité des services de type cloud et de demander des comptes. Les attributions n'étaient pas clairement définies en ce qui concernait le passage dans le cloud, la surveillance, la gestion des données, la sécurité des données et les activités d'appui. Le Secrétariat ne s'était pas doté de normes, ce qui se soldait par des pratiques divergentes et une protection insuffisante des données et des ressources du Secrétariat dans le cloud.

33. L'audit des systèmes de drones aériens à la MONUSCO (2021/085) a porté sur les domaines à haut risque liés au cadre réglementaire, à la gouvernance et à la gestion des risques opérationnels, aux opérations menées par les drones (classes I et III), à la gestion des données et à la sécurité des informations. L'audit de la gestion et de la sécurité de l'accès aux réseaux au Secrétariat (2021/084) a porté sur les risques élevés en matière de gouvernance de la sécurité des réseaux, d'évaluation des vulnérabilités

et de surveillance de la fiabilité et de la sécurité des réseaux. En raison de leur caractère sensible, ces rapports n'ont pas été mis à la disposition du public.

Gestion des contributions sous forme de contingents ou de personnel de police et de matériel

34. L'audit thématique de la gestion des contributions sous forme de contingents ou de personnel de police et de matériel a couvert la MINUSMA (2021/018), la MONUSCO (2021/012), la FISNUA (2021/019), la MINUSS (2020/039), la MINUSCA (2020/046) et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) (2020/049).

35. Les missions procédaient aux inspections périodiques du matériel appartenant aux contingents qui étaient requises, mais certaines pourraient apporter des améliorations en désignant des experts techniques qui seraient chargés d'évaluer l'état de fonctionnement du matériel. À l'exception de la FISNUA, les comités chargés d'examiner les mémorandums d'accord et le matériel appartenant aux contingents ne parvenaient pas toujours à régler les cas où le matériel ne correspondait pas aux spécifications. En ce qui concerne les audits menés en 2021, il fallait que toutes les missions : a) veillent à ce que les installations de stockage des munitions soient inspectées régulièrement ; b) appliquent dans les meilleurs délais les recommandations découlant des inspections afin d'atténuer les risques en matière de sûreté et de sécurité.

Délégation de pouvoirs

36. Les missions de conseil sur l'exercice et le suivi des pouvoirs ayant fait l'objet d'une délégation ont montré qu'une délégation de pouvoirs renforcée aidait les missions à prendre en temps utile des décisions concernant l'utilisation des ressources et la fourniture de services, notamment face à la pandémie de COVID-19. Cependant, la plupart des missions ne disposaient pas de mécanismes efficaces pour contrôler l'exercice des pouvoirs faisant l'objet d'une sous-délégation, et il convenait que toutes les missions veillent à ce que les droits d'accès à Umoja coïncident avec les pouvoirs qui avaient été délégués, rendent compte sans tarder au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité des dérogations accordées par rapport aux instructions administratives relatives à la gestion des ressources humaines et améliorent les performances par rapport aux indicateurs concernant la délégation de pouvoirs qui font l'objet d'un suivi de la part du Département.

Prise en compte des questions de genre

37. Un audit axé sur la prise en compte des questions de genre à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et au BANUS (2021/060) a permis de conclure que la MANUSOM devait se doter d'une stratégie qui l'aiderait à prendre en compte les questions de genre et améliorer le suivi des activités connexes et la communication d'informations y relatives. Le BANUS était doté d'un plan d'action concernant la prise en compte des questions de genre et avait intégré des aspects concernant ces questions dans certaines activités mais pas dans d'autres. Les deux entités devaient établir des données de base et des objectifs de parité et améliorer la coordination des activités communes concernant les questions de genre.

38. L'audit du recrutement du personnel international, des consultants et des vacataires à la MINUSCA (2021/069) a montré qu'il fallait que la Mission accorde une plus grande attention aux candidates qualifiées. L'audit de la sécurité et de la santé au travail à la MINUSS (2021/072) a révélé que les questions de genre n'étaient pas suffisamment intégrées dans le programme de sécurité et de santé au travail. L'audit des projets à effet rapide à la MINUSS (2021/043) a montré que la Mission

avait exécuté des projets destinés aux femmes, tels que des centres communautaires et des maternités, mais qu'elle n'avait pas atteint l'objectif fixé par le Département des opérations de paix, à savoir allouer 15 % du financement des projets à effet rapide à des activités allant dans le sens de l'égalité des sexes. L'audit des projets à effet rapide à la MINUSCA (2021/043) a révélé que la Mission prenait en considération les questions de genre lors de la sélection des projets ; de fait, les spécialistes des questions de genre contribuaient à la conception des projets et veillaient au respect de la politique d'égalité des genres.

Durabilité environnementale

39. L'audit de la gestion des carburants (2021/014) a montré que la MINUSS n'avait pas encore installé de compteurs sur 40 ensembles de groupes électrogènes, ce qui aurait permis de réduire la consommation de carburant. La Mission avait donné son aval à la construction d'une ferme solaire de façon à accroître la production d'énergie plus propre, mais la pandémie a retardé l'exécution du projet. L'audit de la gestion du parc automobile (2021/045) a montré qu'il importait de veiller à ce que les pièces de rechange usagées et l'huile de vidange soient éliminées en temps utile et de manière écologique.

40. L'audit de la gestion des rations (2021/073) a permis de constater que la MINUSCA prévoyait de creuser des puits de forage et d'acheter des stations de traitement des eaux pour purifier l'eau, de sorte que les contingents n'aient plus à consommer de l'eau en bouteille. L'audit de la gestion des contributions sous forme de contingents ou de personnel de police et de matériel (2021/019) a montré que la FISNUA inspectait le matériel avant son rapatriement et veillait à ce que la réforme du matériel obsolète ne pose pas de risques pour la sécurité et l'environnement.

41. L'audit de la planification de la liquidation (2021/047) a montré que la MINUAD s'était dé faite de manière adéquate des munitions d'armes légères et des engins explosifs. L'audit de la dépollution des bases d'opérations (2021/020) a montré que l'Opération s'était dotée d'un plan d'ensemble concernant la fermeture des bases d'opérations. Cependant, le BSCI a trouvé des fosses septiques qui n'avaient pas été asséchées et assainies, des déchets médicaux qui n'avaient pas été correctement éliminés et des casques et gilets pare-éclats abandonnés.

B. Principaux résultats par entité

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

42. Le BSCI a publié deux rapports d'audit (2021/040 et 2021/084) concernant le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

Département de l'appui opérationnel

43. Le BSCI a publié un rapport d'audit ([A/76/595](#)) et deux mémorandums d'audit consultatif concernant le Département de l'appui opérationnel.

Département des opérations de paix

44. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/062) sur l'application du plan d'action visant à renforcer la sécurité des soldats et soldates de la paix. Des progrès constants ont été constatés, mais il convient que le Département des opérations de paix se dote d'un dispositif révisé visant à faire évoluer l'état d'esprit de la direction de sorte qu'elle réponde mieux aux problèmes de sécurité.

Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

45. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/052), sur le fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux affaires politiques, dans lequel il a conclu que les mécanismes de gouvernance et de contrôle étaient satisfaisants. Toutefois, il fallait que le Département améliore le suivi des résultats afin de mieux démontrer l'effet des activités financées au moyen du fonds.

Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

46. Le BSCI a publié six rapports d'audit (2021/009, 2021/016, 2021/020, 2021/025, 2021/032 et 2021/047), deux mémorandums d'audit consultatif, cinq rapports d'enquête, deux rapports concernant des contingents, un rapport d'enquête consultative et un avis de clôture concernant la MINUAD.

47. En ce qui concerne le rapport 0086/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait fait de la publicité sur les médias sociaux pour une formation qui n'était pas organisée par l'ONU. Cette personne a été identifiée comme étant un membre fondateur de l'organisme de formation et l'un des enseignants animant la formation. En outre, elle s'était présentée à des élections, sans avoir demandé d'autorisation, mais avait été battue. Le rapport a été transmis au Bureau des ressources humaines et au Bureau des affaires juridiques. Les sanctions ont pris la forme d'une amende et d'un limogeage.

Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs

48. Le BSCI a publié un avis de clôture concernant le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs.

Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie

49. Le BSCI a publié deux avis de clôture concernant le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie.

Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen

50. Le BSCI a publié trois rapports d'enquête concernant le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)

51. Le BSCI a publié six rapports d'enquête concernant le Centre de services régional d'Entebbe.

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

52. Le BSCI a publié un mémorandum d'audit consultatif et six rapports d'enquête concernant la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

53. Le BSCI a publié un mémorandum d'audit consultatif et un rapport d'enquête concernant la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie

54. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/060), trois mémorandums d'audit consultatif, deux rapports d'enquête et un avis de clôture concernant la MANUSOM.

55. En ce qui concerne le rapport 0834/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait supprimé des données sur un ordinateur portable qui appartenait à la Mission et sur lequel se seraient trouvées des informations pertinentes pour une autre enquête. Le membre du personnel avait également fourni de fausses informations aux enquêteurs. La personne intéressée a démissionné pendant l'enquête et a ensuite rejoint une autre entité des Nations Unies. Le rapport a été transmis à cette entité pour suite à donner.

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

56. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/028), un mémorandum d'audit consultatif et un avis de clôture concernant la FNUOD.

Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

57. Le BSCI a publié un rapport d'enquête (1286/20) portant sur des allégations selon lesquelles un·e haut·e fonctionnaire de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), responsable du recrutement d'un·e agent·e local·e, se serait procuré·e les coordonnées d'un·e candidat·e externe dans le dossier de candidature, aurait pris contact de manière non sollicitée avec l'intéressé·e, exprimé des sentiments amoureux à son égard et discuté de la procédure de recrutement ; invité un·e candidat·e interne à déjeuner et, lorsque l'intéressé·e avait refusé, aurait indiqué que sa candidature ne serait pas retenue. Le rapport a été transmis au Bureau des ressources humaines ; comme le membre du personnel avait quitté la Mission, une note a été placée dans son dossier administratif.

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

58. Le BSCI a publié deux rapports d'audit (2021/006 et 2021/081), trois mémorandums d'audit consultatif, deux rapports d'enquête et un avis de clôture concernant la FINUL.

59. L'audit de la gestion du parc automobile (2021/006) a montré que le Comité du parc automobile n'avait pas veillé à ce que l'attribution des véhicules soit fondée sur les besoins opérationnels. Aucun critère n'était prévu dans le plan quinquennal de remplacement des véhicules pour déterminer l'ordre dans lequel les véhicules seraient réformés d'une manière économiquement rationnelle. En outre, la FINUL ne respectait pas les calendriers d'entretien recommandés par les fabricants, ce qui se soldait par une immobilisation excessive des véhicules.

Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei

60. En ce qui concerne la FISNUA, le BSCI a publié deux rapports d'audit (2021/019 et 2021/036), deux rapports d'enquête et un rapport concernant les contingents.

61. En ce qui concerne le rapport 0073/21, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait présenté une demande frauduleuse de remboursement de frais d'hôtel. L'enquête a révélé que la personne occupait un logement loué pour une longue durée pendant toute la période au cours de laquelle elle avait déclaré avoir séjourné à l'hôtel, période pour laquelle elle avait reçu, à tort, 17 213 dollars. Le Bureau des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques sont saisis du rapport.

Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes

62. Le BSCI a publié un mémorandum d'audit consultatif et un rapport d'enquête concernant l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD).

Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

63. Le BSCI a publié un rapport d'enquête, un avis de clôture et cinq rapports consultatifs concernant le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP).

64. En ce qui concerne le rapport 0774/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait harcelé un·e collègue en l'accusant de pratiques frauduleuses en matière de passation de marchés parce qu'il·elle avait refusé d'avoir des rapports sexuels avec lui. L'enquête a révélé que l'intéressé·e avait eu un comportement inapproprié de nature sexuelle à plusieurs reprises avec ce·tte collègue et un·e autre. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

65. Le BSCI a publié un rapport d'enquête concernant la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH).

66. En ce qui concerne le rapport 0336/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle plusieurs membres du personnel auraient résidé dans un immeuble appartenant à un fournisseur des Nations Unies et certains auraient participé à l'attribution de marchés à ce fournisseur et au renouvellement de ces marchés. Un membre du personnel a visité les lieux, puis signalé à plusieurs collègues qu'il y avait des appartements vacants dans le complexe, participé à l'inspection de sécurité, fait visiter les lieux à des locataires potentiels, négocié des remises avec le propriétaire, obtenu que des membres du personnel soient logés gratuitement pendant quelques semaines, occupé un appartement à titre gracieux sans en avvertir l'Organisation et donné de fausses informations à l'Organisation. L'intéressé·e avait également participé à des activités concernant des marchés passés avec le fournisseur, mais n'avait pas fait part de sa relation avec lui ni du fait qu'il·elle résidait dans le complexe. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

67. Le BSCI a publié un rapport d'enquête concernant la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

68. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/005) et un rapport d'enquête consultative concernant la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

69. L'audit a montré que la MINURSO avait revu le taux de vacance concernant les observateurs militaires de façon à disposer d'un effectif suffisant et ainsi mieux contrôler le respect de l'accord de cessez-le-feu. Toutefois, l'inadéquation des consultations internes menées avec diverses parties prenantes sur les questions touchant la gestion des ressources humaines et les stratégies visant à faire face aux difficultés financières a nui à la culture institutionnelle. Par ailleurs, il fallait que la

MINURSO accélère les activités de façon à se défaire de 116 véhicules excédentaires ou inutilisables ; la Mission a donné suite à cette recommandation.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

70. Le BSCI a publié 8 rapports d'audit (2021/014, 2021/015, 2021/043, 2021/045, 2021/059, 2021/068, 2021/070 et 2021/072), 2 mémorandums d'audit consultatif, 18 rapports d'enquête, 4 rapports concernant les contingents, 4 avis de clôture et 4 rapports consultatifs concernant la MINUSS.

71. L'audit de la gestion du carburant (2021/014) a montré que les risques liés à d'éventuelles pénuries de carburant étaient gérés de manière adéquate. Cependant, la consommation de carburant n'était pas suivie efficacement : par exemple, la consommation de 13 % des équipements était supérieure au taux standard et équivalait à une surconsommation estimée à 36 000 dollars par mois ; des équipements avaient reçu des quantités de carburant supérieures à la capacité de leur réservoir, d'une valeur estimée à 2,7 millions de dollars ; 705 opérations, totalisant 518 000 dollars, apparaissaient en double dans le système de gestion des carburants, mais n'avaient pas fait l'objet d'un suivi ou d'une enquête.

72. L'audit des projets à effet rapide (2021/043) a montré que le programme était bien géré.

73. L'audit de la gestion du parc automobile (2021/45) a montré que les directives en matière de sécurité routière étaient adéquates et que le Comité du parc automobile assurait le suivi de la dotation en véhicules. Cependant, les pièces de rechange à rotation lente n'ont pas été systématiquement inventoriées en vue d'un éventuel transfert à d'autres missions. Ainsi, pendant plus de 12 mois, 2 257 pièces de rechange d'une valeur de 1,9 million de dollars n'avaient pas été mises en circulation ; 1 764 articles chiffrés à 1,5 million de dollars n'avaient pas été déplacés depuis 2017. À l'inverse, au 31 décembre 2020, 27 véhicules et équipements de transport d'une valeur de 2,2 millions de dollars ont été hors service pour des périodes allant de quelques semaines à plus de 12 mois, faute de pièces de rechange, et certains véhicules n'ont pas été régulièrement entretenus.

74. L'audit de la sécurité et de la santé au travail (2021/072) a montré que la MINUSS s'était dotée d'une politique de sécurité et de santé au travail et d'un plan de gestion des risques, mais qu'il fallait que les hauts responsables s'impliquent davantage pour que les mesures soient mises en œuvre et suivies efficacement. La formation était inadéquate et les capacités d'évaluation des risques étaient insuffisantes, ce qui a réduit les possibilités de prévention et d'atténuation. Il convenait également que la MINUSS améliore le signalement des problèmes.

75. En ce qui concerne le rapport 0231/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un·e médecin militaire, membre d'un contingent, aurait injecté à plus de 200 membres du contingent une substance non identifiée, qui s'est révélée être un vaccin contre le tétanos et la diphtérie. Il·elle aurait dupé les membres du contingent et obtenu 5 800 dollars en prétextant qu'il s'agissait du vaccin contre la grippe et que celui-ci faisait l'objet d'une directive de la Mission. L'État Membre a confié le dossier à un·e enquêteur·trice national·e et l'ONU a saisi l'État Membre de l'affaire.

76. En ce qui concerne le rapport 0563/20, la Division des investigations a examiné une allégation selon laquelle une mineure résidant dans un site de protection des civils serait tombée enceinte parce qu'un membre du personnel l'avait exploitée sexuellement. Les enquêteurs ont confirmé que la mineure avait subi des atteintes sexuelles, mais aucun élément de preuve n'a été trouvé pour confirmer la grossesse.

ou la naissance d'un enfant. Le Bureau des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques sont saisis du rapport.

77. En ce qui concerne le rapport 0001/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait présenté deux demandes frauduleuses concernant la fourniture de services de restauration externe aux participants à des formations qui n'ont pas eu lieu et le versement de 11 700 dollars au restaurateur sélectionné. Les demandes ont été autorisées par un autre membre du personnel, qui a également certifié que les services avaient été fournis. L'enquête a révélé que les mêmes membres du personnel avaient passé et autorisé 12 autres commandes auprès du même fournisseur, pour un montant de 94 870 dollars, mais rien ne prouvait que les services avaient été fournis ; par ailleurs, les devis des concurrents avaient été falsifiés. Le Bureau des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques sont saisis du rapport, qui comprend une recommandation concernant le recouvrement des sommes versées.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

78. Le BSCI a publié 6 rapports d'audit (2021/004, 2021/007, 2021/017, 2021/053, 2021/069 et 2021/073), 1 memorandum d'audit consultatif, 29 rapports d'enquête, 36 rapports concernant les contingents, 7 avis de clôture et 1 rapport d'enquête consultative concernant la MINUSCA.

79. L'audit des projets à effet rapide (2021/004) a montré que les projets étaient conformes aux priorités stratégiques de la Mission et que le redéploiement des fonds réservés aux projets avait aidé les autorités sanitaires nationales et régionales à atténuer l'effet de la COVID-19. Il importe de renforcer la gestion des projets, notamment en étoffant les capacités des partenaires d'exécution, de façon à réduire autant que possible les retards.

80. L'audit du Centre d'opérations conjoint (2021/053) a montré que le Centre avait dispensé une formation à toutes les composantes de la Mission sur son outil de signalement des incidents, mais comme seul un petit nombre de composantes l'utilisaient, les informations réunies étaient parcellaires, ce qui compliquait l'appréciation de la situation. Les effectifs du Centre étaient également trop peu nombreux pour garantir que tous les centres d'opérations des bureaux locaux soient pleinement opérationnels.

81. L'audit du recrutement de personnel international, de consultants et de vacataires (2021/069) a montré que les responsables des postes à pourvoir ne pourvoyaient pas les postes en temps voulu et que la Mission était largement tributaire des avis de vacance de poste temporaire (y compris pour de nombreux postes de classe D-1 et D-2). Les retards concernant les recrutements se produisaient principalement au stade de l'évaluation des dossiers de candidature et de l'approbation par la direction des candidatures recommandées. Il importait de renforcer les activités de formation et de rationaliser les procédures.

82. En ce qui concerne le rapport 0954/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait profité d'un congé spécial sans traitement d'un an pour fournir des services techniques à un organisme militaire national et accepter un poste politique, sans en informer l'Organisation. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

83. En ce qui concerne le rapport 0893/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation de surconsommation de carburant par 38 véhicules appartenant à un contingent militaire, pour un coût total de 236 081,57 dollars. Le rapport a été remis au Département des stratégies et politiques de gestion et de la

conformité et celui-ci en a transmis les constatations à la Mission permanente concernée.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

84. Le BSCI a publié cinq rapports d'audit (2021/003, 2021/010, 2021/011, 2021/018 et 2021/055), deux mémorandums d'audit consultatif, six rapports d'enquête, deux avis de clôture et un additif concernant la MINUSMA.

85. Il est ressorti de l'audit du programme de communication stratégique et d'information (2021/003) que la MINUSMA n'avait pas établi de plans de travail annuels ni de procédures de suivi et de communication de l'information pour gérer son travail dans ce domaine. Elle n'avait pas mis à jour sa stratégie en matière de médias sociaux, car des postes clés étaient vacants.

86. L'audit du programme des droits humains (2021/011) a révélé que les violations qui étaient signalées n'étaient pas enregistrées et ne faisaient pas l'objet d'un suivi en temps utile, et que les données n'étaient pas systématiquement téléchargées dans la base de données du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il convenait de s'assurer que tout appui apporté à des forces de sécurité autres que celles des Nations Unies soit fourni dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'Organisation à des forces de sécurité non onusiennes ; de veiller à ce que le personnel de la Mission suive la formation obligatoire sur les droits humains ; d'informer les partenaires d'exécution qu'ils étaient tenus de se conformer aux normes de conduite des Nations Unies.

87. En ce qui concerne le rapport 0053/21, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel se serait livré à des atteintes sexuelles sur quatre mineurs. Le Bureau des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques sont saisis du rapport.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

88. Le BSCI a publié un rapport d'enquête concernant l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

89. Le BSCI a publié 2 rapports d'audit (2021/012 et 2021/085), 1 mémorandum d'audit consultatif, 29 rapports d'enquête, 7 rapports concernant les contingents, 13 avis de clôture et 3 rapports consultatifs concernant la MONUSCO.

90. En ce qui concerne le rapport 0400/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre de la police des Nations Unies aurait exploité sexuellement une Congolaise adulte, qui serait tombée enceinte. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a communiqué les conclusions du rapport d'enquête à la Mission permanente concernée.

91. En ce qui concerne le rapport 0251/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation de fraude à l'assurance médicale impliquant 28 membres du personnel des Nations Unies. L'assureur a signalé que 155 factures, d'un montant de 145 586,26 dollars, émanant d'un hôpital local avaient été falsifiées. Dans le cas de 17 membres du personnel, le BSCI a renvoyé l'affaire à la Mission pour qu'elle prenne des mesures, car le Groupe des enquêtes spéciales avait déjà commencé, voire terminé, son enquête. Le Bureau a ouvert une enquête sur les 11 autres cas. Le Bureau

des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques sont saisis des rapports sur la question.

Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé

92. Le BSCI a publié un rapport d'enquête relatif au Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé

93. En ce qui concerne le rapport 0191/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel se serait livré, sans y être autorisé, à des activités extérieures consistant à fournir des services photographiques moyennant rémunération et aurait mené ces activités pendant les heures de travail, utilisant à cette fin des biens de l'Organisation. L'enquête a révélé que cette personne avait enregistré un site Web et créé des comptes sur des médias sociaux pour faire la publicité de ses services, qu'elle détenait plusieurs licences auprès des autorités nationales et qu'elle avait organisé de multiples expositions pour promouvoir son activité. Le membre du personnel avait demandé l'autorisation de l'Organisation, mais n'avait pas fait état de la véritable nature de ses activités. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban

94. Le BSCI a publié un rapport d'enquête concernant le Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban.

Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne

95. Le BSCI a publié un rapport d'enquête concernant le Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient.

96. Dans l'affaire 0362/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle, dans le cadre de ses fonctions, un membre du personnel aurait noué des relations avec des sociétés de sécurité privées israéliennes, qu'il aurait ensuite mis à profit pour se livrer à des activités extérieures non autorisées. L'enquête a révélé que la personne concernée avait constitué une société auprès des autorités nationales et qu'elle en était à la fois l'actionnaire principale et la seule exploitante. Le membre du personnel avait également participé à une séquence vidéo diffusée sur deux chaînes de télévision nationales, dans laquelle il était présenté comme représentant d'une deuxième entreprise. Il n'avait pas demandé l'autorisation à l'Organisation d'exercer des activités extérieures et a nié s'être livré à une quelconque activité commerciale ou à des activités lucratives. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Mission d'appui des Nations Unies en Libye

97. Le BSCI a publié deux rapports d'enquête concernant la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

98. En ce qui concerne le rapport 0817/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait fait des avances déplacées à caractère sexuel à quatre collègues. L'enquête a permis de corroborer cette allégation. Au moment de l'enquête, l'intéressé·e avait été muté·e dans un autre bureau. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie

99. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/060), deux mémorandums d'audit consultatif, deux rapports d'enquête, quatre avis de clôture et deux rapports consultatifs concernant le BANUS.

100. En ce qui concerne le rapport 0284/20, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un membre du personnel aurait harcelé sexuellement pendant plus d'un an une personne placée sous sa supervision. L'enquête a révélé que l'intéressé·e s'était livré·e à des attouchements sexuels sur quatre personnes, fait des commentaires déplacés de nature sexuelle à plusieurs reprises et envoyé des SMS déplacés. Des témoins ont indiqué que ce comportement avait causé des souffrances psychologiques aux victimes. Le Bureau des ressources humaines est saisi du rapport.

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

101. Le BSCI a publié sept rapports d'enquête concernant l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

102. En ce qui concerne le rapport 0446/19, la Division des investigations s'est penchée sur une allégation selon laquelle un·e haut·e fonctionnaire aurait utilisé les ressources des Nations Unies pour faire du tourisme sous couvert de son travail, et avait parfois été accompagné·e de membres de sa famille et d'amis. L'enquête a révélé que cette personne avait utilisé des véhicules des Nations Unies à des fins personnelles sans rembourser l'Organisation et qu'elle avait omis de comptabiliser en congé le temps qu'elle n'avait pas passé à travailler. Elle avait également refusé de se rendre à une conférence officielle en avion et choisi de voyager par la route, malgré l'avis des services de sécurité de l'ONU, ce qui avait exigé de déployer d'importants moyens de protection. Le rapport a été transmis au Bureau des ressources humaines, qui a placé une note dans le dossier administratif de cette personne après son départ de l'Organisation.

Mission de vérification des Nations Unies en Colombie

103. Le BSCI a publié deux rapports d'enquête et un avis de clôture concernant la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

104. Le BSCI a publié un rapport d'audit (2021/024) concernant l'UNFICYP.

VII. Rapports publiés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021

105. En 2021, le BSCI a publié 313 rapports relatifs aux opérations de paix, dont 7 à l'intention de l'Assemblée générale (1 rapport d'audit, 5 rapports d'évaluation et le rapport sur ses activités relatives aux opérations de paix au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020), 37 rapports d'audit interne, 29 rapports d'audit consultatif, 132 rapports d'enquête, 51 rapports concernant les contingents, 34 avis de clôture, 17 rapports d'enquête consultative, 4 notes au dossier et 2 rapports d'évaluation et d'inspection (voir ci-après)^a.

^a Deux des rapports d'évaluation publiés à l'intention de l'Assemblée générale et huit des avis d'audit étaient de nature générale et couvraient à la fois les activités de maintien de la paix et les autres activités.

A. Rapports destinés à l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/75/301 (Part II)	19 février 2021	Activités du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de paix au cours de la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2020
E/AC.51/2021/3	26 février 2021	Évaluation du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
A/75/787	1 ^{er} mars 2021	Évaluation de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour en ce qui concerne l'appui apporté à la transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix au Darfour en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies
A/75/803	8 mars 2021	Évaluation de la culture institutionnelle des opérations de maintien de la paix
A/76/69	18 mars 2021	Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale
A/75/820	22 mars 2021	Évaluation des activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles perpétrées par des membres du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou du personnel apparenté et à apporter un soutien aux victimes
A/76/595	13 décembre 2021	Audit de la planification de la demande et de l'approvisionnement dans les opérations de paix

B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme par la Division de l'audit interne

<i>Entité</i>	<i>Domaine d'audit (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations importantes</i>
Département de l'appui opérationnel	Mission de conseil sur les mesures d'atténuation visant à protéger le personnel de la Base d'appui d'Entebbe pendant la pandémie de COVID-19 (VP2020-616-01)	—
	Mission de conseil concernant le traitement de la prime de danger par le Bureau d'appui commun de Koweït pour le compte du personnel recruté sur le plan international, pendant la pandémie de COVID-19 (VP2020-618-01)	—

<i>Entité</i>	<i>Domaine d'audit (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations importantes</i>
Département de l'appui opérationnel et MONUSCO	Systèmes de drones (2021/085)	11
Département des opérations de paix	Mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer la sécurité des soldates et soldats de la paix des Nations Unies (2021/062)	8
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Fonds d'affectation spéciale à l'appui des affaires politiques (2021/052)	1
MINURSO	Audit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (2021/005)	8
MINUSCA	Projets à effet rapide (2021/004)	4
	Planification de la demande et des sources d'approvisionnement (2021/007)	7
	Gestion de certaines activités de passation de marchés (2021/017)	5
	Centre d'opérations conjoint (2021/053)	5
	Recrutement de personnel international, de consultants et de vacataires (2021/069)	8
	Système de gestion des rations (2021/073)	3
	Mission de conseil sur l'exercice et le suivi de la délégation de pouvoirs concernant le budget et les finances, les achats et la gestion du matériel et des ressources humaines (VP2020-637-01)	—
MINUSMA	Programme de communication stratégique et d'information (2021/003)	5
	Planification de la demande et des sources d'approvisionnement (2021/010)	4
	Programme relatif aux droits humains (2021/011)	5
	Gestion des contributions sous forme de contingents ou de personnel de police et de matériel (2021/018)	5
	Activités de déontologie et de discipline (2021/055)	5
	Mission de conseil sur l'exercice et le suivi de la délégation de pouvoirs (VP2020-641-02)	—
	Mission de conseil sur la gouvernance de la continuité des opérations et la gestion des crises pendant la pandémie de COVID-19 (VP2020-641-01)	—
MONUSCO	Gestion des contributions sous forme de contingents ou de personnel de police et de matériel (2021/012)	4
	Examen de la continuité des opérations des patrouilles militaires et des patrouilles de police en réponse à la COVID-19 (VP2020-620-05)	—
Secrétariat (général)	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : exécution du budget et gestion financière (VH2020-509-01)	—
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : dispositif de délégation de pouvoirs (VH2020-509-01)	—
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : progiciels (VH2020-509-01)	—

<i>Entité</i>	<i>Domaine d'audit (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations importantes</i>
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : gestion du risque institutionnel (VH2020-509-01)	–
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : normes déontologiques et intégrité (VH2020-509-01)	–
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : gestion des ressources humaines et stratégies d'apprentissage et de perfectionnement (VH2020-509-01)	–
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : dispositif de contrôle interne (VH2020-509-01)	–
	Évaluation du dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : planification des programmes et budgétisation (VH2020-509-01)	–
MANUA	Mission de conseil sur la réponse opérationnelle de la MANUA face à la COVID-19 (VP2020-630-01)	–
MANUI	Mission de conseil sur les opérations de la MANUI à l'appui de l'exécution du mandat pendant la pandémie de COVID-19 (VP2021-812-01)	–
MINUAD	Vérification des actifs et sortie des comptes (2021/009)	3
	Réforme des actifs (2021/016)	2
	Dépollution environnementale des bases opérationnelles (2021/020)	1
	Fermeture et transfert des bases opérationnelles à des tiers (2021/025)	1
	Administration des départs (2021/032)	1
	Planification de la liquidation (2021/047)	–
	Examen des mesures de sécurité des camps pendant le retrait et la liquidation (AP2021-634-02)	–
	Examen de la clôture des marchés (AP2021-634-06)	–
FNUOD	Gestion de la chaîne d'approvisionnement (2021/028)	3
	Mission de conseil sur les opérations militaires et les missions d'appui face à la pandémie de COVID-19 (VP2020-670-01)	–
UNFICYP	Gestion de la chaîne d'approvisionnement (2021/024)	6
	Examen des opérations militaires et des opérations de police menées en réponse à la pandémie de COVID-19 (VP2020-654-01)	–
FINUL	Gestion du parc de véhicules (2021/006)	4
	Gestion centralisée des stocks (2021/081)	2
	Mission de conseil sur la sécurité et la santé au travail (VP2020-672-01)	–
	Examen des opérations militaires et des opérations de police menées en réponse à la pandémie de COVID-19 (VP2021-672-02)	–
	Mission de conseil sur l'exercice et le suivi de la délégation de pouvoirs (VP2021-672-01)	–

<i>Entité</i>	<i>Domaine d'audit (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations importantes</i>
FISNUA	Gestion des contributions sous forme de contingents ou de matériel (2021/019)	2
	Planification de la demande et des sources d'approvisionnement (2021/036)	4
UNITAD	Mission de conseil sur la gouvernance et la confidentialité des données (VP2021-813-01)	–
MINUSS	Gestion du carburant (2021/014)	6
	Gestion des rations (2021/015)	2
	Projets à effet rapide (2021/043)	3
	Gestion du parc de véhicules (2021/045)	6
	Gestion centralisée des stocks (2021/059)	6
	Planification de la demande et des sources d'approvisionnement (2021/068)	4
	Activités de déontologie et de discipline (2021/070)	5
	Sécurité et santé au travail (2021/072)	6
	Mission de conseil sur l'exercice et le suivi de la délégation de pouvoirs concernant la gestion des achats, la gestion financière et la gestion des ressources humaines (VP2020-633-01)	–
	Mission de conseil sur le recouvrement des coûts médicaux dans les hôpitaux de la MINUSS (VP2020-633-06)	–
MANUSOM	Intégration des questions de genre et parité des genres (2021/060)	7
	Examen de la stratégie de mise en œuvre des activités prescrites sur fond de pandémie de COVID-19 (VP2020-639-01)	–
BANUS et MANUSOM	Mission de conseil sur l'exercice et le suivi de la délégation de pouvoirs concernant le budget et les finances, les achats et la gestion du matériel et des ressources humaines (VP2020-638-04)	–
	Mission de conseil sur les mesures de protection et de promotion du bien-être du personnel pendant la pandémie de COVID-19 (VP2020-638-03)	–
Total		162

C. Rapports établis par la Division de l'inspection et de l'évaluation

<i>Entité</i>	<i>Domaine d'évaluation (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations importantes</i>
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département des opérations de paix	Évaluation de la culture institutionnelle des opérations de maintien de la paix	11
Département des opérations de paix, MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, MINUK et MINUSS	Évaluation de la composante Affaires politiques dans les opérations de maintien de la paix	4
Total		15

D. Rapports et avis de clôture établis par la Division des investigations

<i>Entité</i>	<i>Nombre d'enquêtes ouvertes</i>	<i>Résumé</i>
BINUH	1	–
Département des opérations de paix	1	–
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	1	–
MINUJUSTH	–	Conflit d'intérêts et dons reçus par un membre du personnel
MINURSO	1	–
MINUSCA	52	<p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de corruption commis par un membre du personnel</p> <p>Allégations de corruption mettant en cause un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Violation de confidentialité commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Faits de corruption commis par un·e ancien·ne Volontaire des Nations Unies (avis de clôture)</p> <p>Faute commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Atteintes sexuelles commises par un·e vacataire (avis de clôture)</p> <p>Détournement de carburant par des soldats de la paix non identifiés</p> <p>Faute commise par un·e soldat·e de la paix</p> <p>Faute et faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des soldats de la paix (un rapport concernant deux soldats de la paix)</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e soldat·e de la paix (28 rapports concernant 28 soldats de la paix de 9 pays fournisseurs de contingents)</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e soldat·e de la paix (un rapport concernant neuf soldats de la paix d'un pays fournisseur de contingents)</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle et de fraternisation commis par plusieurs soldats de la paix (un rapport concernant quatre soldats de la paix d'un pays fournisseur de contingents)</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle et agression physique commis par un·e soldat de la paix</p> <p>Faits de harcèlement sexuel et agression physique commis par un officier d'état-major</p> <p>Vol de munitions et vente de carburant par des soldats de la paix (un rapport concernant trois soldats de la paix d'un pays fournisseur de contingents)</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel et non-coopération à une enquête de l'ONU</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre d'une unité de police constituée</p> <p>Faits de corruption et agression physique commis par un·e Volontaire des Nations Unies</p> <p>Faits de corruption commis par un membre du personnel</p> <p>Détournement de fonds par un membre de la police des Nations Unies</p>

Entité	Nombre d'enquêtes ouvertes	Résumé
MINUSMA		<p>Non-signalement d'une faute potentielle par un·e Volontaire des Nations Unies et non-coopération à une enquête de l'ONU</p> <p>Falsification d'un document de l'Organisation des Nations Unies par un membre du personnel</p> <p>Falsification de documents par un membre du personnel</p> <p>Fraude à l'assurance par un membre du personnel (six rapports mettant en cause six fonctionnaires)</p> <p>Fraude à l'assurance médicale par un membre du personnel (trois rapports mettant en cause trois fonctionnaires)</p> <p>Utilisation abusive d'un congé spécial sans traitement par un membre du personnel</p> <p>Obstruction à une enquête de l'Organisation des Nations Unies par le·a commandant·e d'une unité de police constituée</p> <p>Agression physique par un membre de la police des Nations Unies</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre d'une unité de police constituée</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par un membre d'une unité de police constituée (quatre rapports mettant en cause quatre membres d'une unité de police constituée)</p> <p>Faits de harcèlement sexuel et faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par une personne employée par un sous-traitant de l'ONU</p> <p>Note au dossier</p>
	11	<p>Fraude au carburant commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Allégation concernant l'exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Infractions à la législation locale commises par un membre du personnel</p> <p>Faits de violence domestique commis par un membre du personnel</p> <p>Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel recruté sur le plan national</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle et faute commis par un membre d'une unité de police constituée</p> <p>Note au dossier</p>
MONUSCO	52	<p>Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Faute commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Acte frauduleux concernant les mouvements du personnel commis par un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Dessous de table impliquant des fonctionnaires (avis de clôture)</p> <p>Corruption impliquant un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Faute professionnelle (quatre avis de clôture concernant trois membres du personnel et un vacataire)</p> <p>Fraude à l'indemnité pour frais d'études commise par un membre du personnel (avis de clôture)</p>

Entité	Nombre d'enquêtes ouvertes	Résumé
		<p>Conduite prohibée potentielle de la part d'un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Conduite répréhensible de la part d'un membre du personnel (deux avis de clôture concernant deux fonctionnaires)</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e soldat·e de la paix (quatre rapports concernant quatre soldats de la paix de deux pays fournisseurs de contingents)</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par un·e soldat·e de la paix (trois rapports concernant trois soldats de la paix de trois pays fournisseurs de contingents)</p> <p>Sollicitation de pots-de-vin par un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Plainte pour harcèlement sexuel et voies de fait mettant en cause un officier d'état-major</p> <p>Plainte pour harcèlement sexuel mettant en cause un officier d'état-major</p> <p>Conflit d'intérêts impliquant un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Corruption mettant en cause un membre du personnel</p> <p>Fraude aux prestations impliquant un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Fraude à l'assurance médicale commise par un ancien membre du personnel</p> <p>Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel (six rapports mettant en cause six fonctionnaires)</p> <p>Faute commise par un ancien membre du personnel</p> <p>Faute commise par un ancien fournisseur de l'ONU</p> <p>Faute commise par un membre du personnel</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel</p> <p>Atteintes sexuelles et non-signalement des faits par des membres d'une unité de police constituée (un rapport mettant en cause deux membres d'une unité de police constituée)</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par un membre du personnel</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par un membre de la police des Nations Unies</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par un·e Volontaire des Nations Unies</p> <p>Faits d'exploitation sexuelle commis par une personne employée par un sous-traitant de l'ONU</p> <p>Fraude à l'assurance commise par un membre du personnel</p>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	2	Note au dossier
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel	–	Conduite répréhensible de la part d'un membre du personnel (avis de clôture)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	3	<p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Conduite répréhensible de la part d'un membre du personnel (trois avis de clôture concernant trois fonctionnaires)</p>

<i>Entité</i>	<i>Nombre d'enquêtes ouvertes</i>	<i>Résumé</i>
Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)	1	Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel Faute commise par un membre du personnel Activités professionnelles menées en dehors de l'ONU par un membre du personnel Infraction par un membre du personnel aux dispositions restreignant le recrutement de membres de la famille (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)
MANUA	4	Faits d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires) Exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel et conflit d'intérêts Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)
MANUI	–	Faits d'exploitation sexuelle commis par un membre du personnel
MINUAD	2	Allégation concernant l'exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel (avis de clôture) Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e soldat·e de la paix Faits de harcèlement sexuel commis par un·e soldat·e de la paix Fraude à l'indemnité pour frais d'études commise par un ancien membre du personnel Allégation concernant des voies de fait commises par un membre du personnel Allégation d'exploitation et d'atteintes sexuelles mettant en cause un membre du personnel Allégation de harcèlement sexuel mettant en cause un membre du personnel Fraude commise par un·e Volontaire des Nations Unies
FNUOD	1	Exercice d'activités extérieures par un membre du personnel et irrégularités en matière de passation de marchés (avis de clôture)
FINUL	1	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e soldat·e de la paix Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)
FISNUA	4	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des soldats de la paix (un rapport concernant quatre soldats de la paix d'un pays fournisseur de contingents) Allégation de fraude à l'assurance mettant en cause un membre du personnel Non-coopération d'un membre du personnel à une enquête autorisée et communication d'informations erronées par l'intéressé·e Fraude à l'assurance commise par un·e Volontaire des Nations Unies
UNITAD	3	Conduite prohibée et menaces de la part d'un membre du personnel
MINUATS	3	Allégation de conduite prohibée mettant en cause un membre du personnel
MINUK	–	Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel
MINUSS	30	Allégation d'exploitation et d'atteintes sexuelles mettant en cause un membre du personnel (avis de clôture) Allégation de harcèlement sexuel (avis de clôture) Harcèlement sexuel commis par une personne employée par un fournisseur (avis de clôture)

Entité	Nombre d'enquêtes ouvertes	Résumé
		<p>Fraude et abus de pouvoir par un·e soldat·e de la paix</p> <p>Faute grave commise par des soldats de la paix (un rapport concernant trois soldats de la paix non identifiés)</p> <p>Faits de harcèlement sexuel commis par un·e soldat·e de la paix</p> <p>Faits de harcèlement sexuel, déprédations et agression sexuelle commis par un·e soldat de la paix</p> <p>Fraude et collusion de fournisseurs</p> <p>Allégation d'exploitation et d'atteintes sexuelles mettant en cause un membre du personnel (deux rapports concernant deux fonctionnaires)</p> <p>Allégation de voies de fait mettant en cause un membre du personnel</p> <p>Allégations de fraude mettant en cause un membre du personnel (deux rapports mettant en cause deux fonctionnaires)</p> <p>Tentative de vol par un membre du personnel</p> <p>Recours excessif à la force par une unité de police constituée</p> <p>Recours excessif à la force par des membres d'une unité de police constituée (un rapport concernant un nombre inconnu de membres d'une unité de police constituée)</p> <p>Ingérence dans une enquête autorisée par un·e ancien·ne Volontaire des Nations Unies</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e ancien·ne employé·e d'un sous-traitant de l'ONU</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e expert·e en mission</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par une personne employée par un sous-traitant de l'ONU</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre de la police des Nations Unies</p> <p>Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un·e Volontaire des Nations Unies</p> <p>Recours excessif à la force par des membres de la police des Nations Unies (un rapport concernant huit membres d'une unité de police constituée)</p> <p>Infractions à la législation sud-soudanaise commises par un membre du personnel</p> <p>Note au dossier</p>
UNMOGIP	1	<p>Allégations de conduite prohibée mettant en cause un membre du personnel (avis de clôture)</p> <p>Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel</p> <p>Abus d'autorité commis par un membre du personnel</p>
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1	—
Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé	—	Exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel

<i>Entité</i>	<i>Nombre d'enquêtes ouvertes</i>	<i>Résumé</i>
Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient	1	Exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel
Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	–	Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel
MANUL	1	Fraude à l'assurance médicale commise par un membre du personnel Faits d'exploitation sexuelle commis par un membre du personnel
MANUSOM	1	Allégation concernant l'exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel (avis de clôture) Non-coopération d'un ancien membre du personnel à une enquête autorisée Non-coopération d'un membre du personnel à une enquête autorisée
BANUS	7	Allégations de conduite prohibée mettant en cause un membre du personnel (avis de clôture) Faute commise par un membre du personnel (avis de clôture) Conduite prohibée de la part d'un membre du personnel (avis de clôture) Mémoire de clôture Allégation de harcèlement sexuel mettant en cause un membre du personnel Exercice non autorisé d'activités extérieures par un membre du personnel
ONUST	2	Faute commise par un membre du personnel (trois rapports concernant trois fonctionnaires) Détournement de ressources par un membre du personnel Conduite prohibée de la part d'un·e observateur·trice militaire Conduite répréhensible de la part d'un membre du personnel Conduite répréhensible de la part d'un·e observateur·trice militaire des Nations Unies
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	4	Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles possibles (un avis de clôture concernant deux fonctionnaires) Conduite prohibée de la part d'un·e observateur·trice militaire Faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un membre du personnel
Services consultatifs	–	Établissement de 17 avis concernant des possibilités de renforcement des contrôles préventifs en matière de fraude ^a

^a Numéros de dossier : 0544/21, 1221/20, 1147/20, 0774/20, 0433/20, 0433/20, 0239/20, 0086/20, 0086/20, 0022/20, 1245/19, 1051/19, 0856/19, 0659/19, 0659/19, 0001/19 et 0800/18.